

RÉUNION PUBLIQUE SUR L'INCLUSION SCOLAIRE.

« On a 400 élèves en très grand danger »

Une quarantaine d'enseignants, parents d'élèves et accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) ont échangé sur l'inclusion scolaire lors d'une réunion publique organisée par la fédération FO de l'enseignement.

C'est un sujet que mettent régulièrement en avant les syndicats de l'éducation : mardi 18 novembre, la fédération FO de l'enseignement organisait une réunion publique consacrée à l'inclusion scolaire. Une quarantaine d'enseignants, parents d'élèves et accompagnants d'élèves en situation de handicap (AESH) étaient présents dans la salle Gérard-Philippe de Gragny.

Un manque de places dans les structures

Comme ils le rappellent souvent, les syndicats ne sont pas contre l'inclusion. Ils sont même plutôt pour. Mais ils dénoncent « l'inclusion systématique, qui cause des détresses ». « Dans l'Eure, 400 élèves sont sur liste d'attente pour entrer dans une structure spécialisée. On a 400 élèves en très grand danger et des personnels pas aptes à s'occuper d'eux », insiste Laurent Bausier, secrétaire départemental de FO pour la partie second degré.

Faute de places dans les



La fédération FO de l'enseignement organisait une réunion publique consacrée à l'inclusion scolaire. C. R

structures en question, ces élèves se retrouvent dans le système scolaire "classique". « L'État s'accommode de la situation dans laquelle des enfants fragiles sont accueillis dans des établissements qui ne leur vont pas du tout, déplore le représentant syndical. Il faut qu'ils soient accueillis par des professionnels. »

La scolarisation des élèves en situation de handicap a un

coût. Sortis d'une réunion avec l'Agence régionale de santé (ARS), les syndicats ont compris que trouver une place aux 400 enfants dans l'attente coûterait 15 millions d'euros. « Il faut que l'ARS, le préfet et la MDPH [Maison départementale des personnes handicapées] se mettent autour de la table pour trouver une solution, poursuit Laurent Bausier. Il y a de l'argent, mais il n'est pas



AESH, enseignants et parents d'élèves sont venus écouter et échanger sur le sujet. C. R

mis là où il faut. »

Un manque d'AESH

« On subit une inclusion forcée. On met les élèves dans les classes et on voit ce que ça donne, décrit Matthieu Laguette, secrétaire adjoint du SNUDI FO 27. Ça peut fonctionner lorsque l'on a des AESH. Mais on n'a pas assez d'AESH. » De nombreuses accompagnantes d'élèves en

situation de handicap (le métier est très majoritairement féminin) sont justement là pour témoigner de l'urgence de la situation. L'une d'elles accompagne quatre enfants dans une classe et fait son « maximum pour chacun », tout en constatant que ce n'est pas suffisant. Une autre qui suit trois enfants autistes voit que les équipes éducatives sont « en souffrance » et que les enfants

sont « délaissés ». Dans un contexte où le nombre d'AESH est loin d'être suffisant, certains enfants ne peuvent pas bénéficier de l'accompagnement dont ils ont cruellement besoin. Et des AESH sont témoins de violences d'enfants difficiles à gérer. « On peut toujours continuer jusqu'à ce qu'il y ait un drame », lâche une accompagnante, désespérée par la situation. « Moi, je ne suis pas infirmière ni psychologue », lance une institutrice qui s'alarme, elle aussi, de la montée des violences.

En plus de demander plus des places dans les structures spécialisées, les syndicats militent depuis des années pour améliorer le statut des AESH. « Le temps incomplet et les salaires de misère sont toujours imposés », regrette FO, qui revendique « un statut de fonctionnaire de catégorie B et un vrai salaire pour les AESH avec un temps complet pour 24 heures d'accompagnement ».

● Cyrill Roy